

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
révision du POS en PLU	PLU	Commune de Beaujeu

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	28/11/2016
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	CCSB
Courriel	contact@ccsb-saonebeaujolais.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Beaujeu
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	2056 habitants
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	17.85 km²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
Cf délibération de prescription : renforcer la production de logements, Valoriser la ville relais, valoriser le cadre de vie, maintenir des capacités de production agricole viticole dans un contexte économique difficile pour la viticulture, poursuivre l'accueil des équipements structurants, et développer les activités de loisirs et de tourisme.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Diversifier les équilibres démographiques et adapter l'offre aux parcours résidentiels
maîtriser la consommation foncière et développer des formes urbaines adaptées aux contraintes foncières de la commune
renforcer et faire évoluer les équipements et les services
Conforter les emplois locaux et l'attractivité locale
Faciliter la mobilité
Conserver des conditions favorables au redéploiement économique de l'activité agricole
Appuyer la qualité du cadre de vie sur les ressources naturelles et paysagères
Contribuer à la promotion des énergies renouvelables et à la maîtrise des émissions de GES

Pour le détail Cf le PADD joint

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

redéfinition des zones de développement pour correspondre au projet d'accueil de la commune, et valoriser l'offre importante existante en matière de services, équipements structurants (hôpital notamment), commerces de proximité etc.
mise en place de zones naturelles sur les réservoirs de biodiversité (crêt boisés) et les principaux corridors (Ardières et ses affluents)
Mise en place de zones Ap inconstructibles sur les coteaux viticoles afin de préserver l'écrin paysager autour du bourg, un zonage A "classique" permet les évolutions des exploitations existantes
Valorisation du patrimoine historique dans des zonages spécifiques (Np, Up)

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Avis CDPENAF
Zonage d'assainissement en révision

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	partiellement
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	non
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Scot du Beaujolais
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE rhône méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non concerné

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Réduction des zones AU et densification à une moyenne de 20 logts/ha au lieu de 10logts/ha ces 10 dernières années Cf. note complémentaire
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Division par deux de la maille foncière par logement
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Une croissance démographique à un rythme moyen d'1% par an</p> <p>Une offre en équipements présente à l'échelle d'un bassin de vie de 6000 habitants</p> <p>Une ville relais vis à vis du tropisme du Val de Saône, desservant l'ensemble de l'arrière pays Beaujolais.</p> <p>Cf. note complémentaire.</p>
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<p>Le PLU réduit les espaces constructibles par rapport au POS.</p> <p>Les zones AU retenues couvrent 5ha18, en continuité directe du bourg.</p> <p>Cf. note complémentaire.</p>
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>Les logements vacants sont présents, mais le caractère ancien de leur disposition/agencement, l'ensoleillement réduit, les contraintes patrimoniales rendant très onéreuses leur réhabilitation, en font un parc non recherché. La commune envisage la mise en place d'un site patrimonial remarquable.</p> <p>La commune porte une opération de renouvellement urbain dans le centre quartier des tanneries. Cette opération par démolition reconstruction va permettre de développer un parc collectif et intermédiaire dense.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>Les zones AU mises en place sont sur des secteurs de coteaux n'ayant plus de vocation agricole depuis longtemps. Elles sont situées hors corridors ou espaces naturels remarquables. Elles sont reliées au centre directement par des voiries existantes et des sentes piétonnes traditionnelles que les aménagements devront valoriser comme modes doux structurants.</p> <p>Les autres sites de développement sont soit en renouvellement urbain (quartier des Tanneries), soit dans les espaces bâtis par division parcellaire potentielle (à noter que ces possibilités sont très réduites, le tissu urbain présentant peu de capacités résiduelles)</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		X	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		X	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	X		Ruisseau de l' Andilleys, non concerné par les projets de développement de la commune
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE , SCoT, DTA...) ?	X		L'Ardières constitue un corridor aquatique pour le SCOT et le SRCE Des zones humides ont été identifiées dans le cadre du SRCE le ruisseau de l'Andilleys est identifié dans le SRCE Le PLU prévoit un classement en zone naturelle pour l'ensemble de ces éléments de TVB
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		Les zones humides ont fait l'objet d'un inventaire. Celui-ci est repris dans le document du PLU avec la mise en place d'une protection au titre de l'article L151-23 du cu De la même façon les autres éléments supports de la TVB (ripisylves, zones humides...) sont identifiés dans le projet de PLU.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique ...) ?	X		La commune comporte plusieurs monuments historiques tous inscrits dans l'espace urbain ancien. La commune envisage à terme la mise en place d'un site patrimonial remarquable
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	Le site BASOL non à jour identifie les anciennes tanneries qui sont aujourd'hui démolies et font l'objet d'une opération de renouvellement urbain

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risque d'inondation de l'Ardières : un PPRI est en cours d'établissement Des zones susceptibles de glissements de terrain : une étude géologique a été réalisée dans le cadre de la mise en place du PLU.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	PPRI en cours par le service risques de la DDT 69
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		X	Non mais la commune a lancé une démarche agenda 21 en même temps que le PLU. Ces deux démarches sont en cohérence
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Cf. note complémentaire relative au projet démographique de la commune, à la consommation d'espace, au patrimoine et au paysage.

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/> X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/> X
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	X